

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 02/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA PIERRE DE FRANCE

NOD-SUR-SEINE

Références : 2023-168
Code AIOT : 0005400211

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement LA PIERRE DE FRANCE implanté LIEU-DIT "LES BANDES" 21400 Nod-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection des installations classées, mais également dans le cadre de l'action départementale sur les sites à l'arrêt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA PIERRE DE FRANCE
- LIEU-DIT "LES BANDES" 21400 Nod-sur-Seine
- Code AIOT : 0005400211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière située au lieu-dit "Les Bandes", sur les parcelles cadastrales ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine, a été autorisée par arrêté préfectoral du 27/06/1997, pour une durée de 15 ans intégrant la remise en état, pour l'extraction de roches ornementales.

La société LA PIERRE DE FRANCE, titulaire de l'autorisation d'exploiter, a été placée en liquidation judiciaire le 04/11/2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Inopinée
- Coup de poing

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Durée de l'autorisation d'exploiter	Arrêté Préfectoral du 27/06/1997, article 4	/	Sans objet
3	Mise en sécurité - Dispositions générales	Code de l'environnement du 13/10/2015, article R. 512-39-1	/	Sans objet
4	Mise en sécurité – Dispositions spécifiques aux carrières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2	/	Sans objet
5	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 27/06/1997, article 25.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Titulaire de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière a été remblayée jusqu'au terrain naturel, il ne reste plus de front d'exploitation visible. Un ancien parc à blocs est encore présent sur le site. Un premier passage sur le site le 02/02/2023 ayant mis en évidence des indices d'une activité d'entreposage de ce qui semble être des fines calcaires sur le site, un second passage a été réalisé le 28/02/2023. Il a mis en évidence de nouveaux indices de la réalisation d'une activité d'entreposage de ce qui semble être des fines calcaires.

Le représentant de l'ancien exploitant doit justifier la mise en sécurité du site (notamment au regard d'indices de pénétrations sur le site pour l'entreposage de fines calcaires), et procéder aux travaux de remise en état restants.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/11/2010, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Titulaire de l'autorisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Est accordée, au profit de la SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE dont le siège social est situé Le Petit Nod, 21400 NOD-SUR-SEINE, la mutation de l'autorisation d'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de roches calcaires sur le territoire de la commune de NOD-SUR-SEINE au lieu-dit "Les Bandes", parcelles ZN27p, 37p, 38 à 45, sur une superficie de 4 ha 10 a 72 ca.</p>
<p>Constats : La SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE (SIREN 519 590 681) a été radiée le 10/01/2012, entraînant la transmission universelle du patrimoine à la société LA PIERRE DE FRANCE, qui est ainsi devenue titulaire de l'autorisation d'exploiter la carrière.</p> <p>La société LA PIERRE DE FRANCE a été placée en liquidation judiciaire par décision du tribunal de commerce de Paris dans son jugement du 04/11/2013.</p> <p>Le plan de cession comprend notamment la cession des actifs suivants au profit de la société HANSEZ :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Biens immobiliers : terrains à Nod-sur-Seine [...] - Biens incorporels : l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage, le carnet de commandes - Bien corporels : tout le matériel et mobilier commercial servant à l'exploitation du site de SOGEPIERRE et des carrières reprises, et listés dans l'inventaire du Commissaire-priseur - Stocks en carrières de Bourgogne : Magny, Beauval, Ampilly, Rocheval, stock en usine de Nod-sur-Seine - Contrats repris : contrat de forage avec CI TRIDON (propriétaire de la parcelle ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine sur laquelle est implantée une partie de la carrière). <p>A noter qu'au moment de sa liquidation judiciaire, la société LA PIERRE DE FRANCE exploitait 2 carrières sur le territoire de la commune de Nod-sur-Seine, toutes deux anciennement exploitées par la SAS SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE. Il s'agissait des carrières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lieu-dit "Les Bandes", parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN45 - Lieu-dit "Le Bois de la Grande Combe", parcelles F2, F20, F21, F23 et F43. <p>Les documents du jugement du 04/11/2013 n'apparaissent toutefois évoquer qu'une seule carrière sur le territoire de la commune de Nod-sur-Seine, sans mentionner explicitement laquelle il s'agit.</p> <p>C'est dans ce cadre que, par courrier du 14/04/2014, la SAS SOCIETE NOUVELLE HANSEZ FRANCE a sollicité le changement d'exploitant, sous la dénomination sociale SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE SAS (SIREN 522 743 285) modifiée lors de l'assemblée générale extraordinaire du 25/07/2014, pour 5 carrières situées à : Nod-sur-Seine lieu-dit "Le Bois de la Grande Combe" (parcelles F2, F20, F21, F23 et F43), Ladoix-Serrigny, Chameçon, Magny-Lambert et Beaunotte.</p> <p>L'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit "Les Bandes", parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine n'a donc pas été transférée suite au jugement du 04/11/2013.</p> <p>Contacté postérieurement à la visite inopinée du 02/02/2023, la SELAFA MJA, mandataire judiciaire de la société LA PIERRE DE FRANCE, indique que les biens immobiliers de la société LA PIERRE DE FRANCE ont été cédés à la SOCIETE NOUVELLE SOGEPIERRE SAS, et que, dès lors, LA</p>

PIERRE DE FRANCE ne serait pas le dernier exploitant de la carrière située au lieu-dit "Les Bandes". Il joint un acte de vente du 08/07/2015 entre la société LA PIERRE DE FRANCE et la SOCIETE NOUVELLE SOGEPierre SAS, portant notamment sur les parcelles ZN38 à ZN44 de la commune de Nod-sur-Seine. A noter que les parcelles ZN27 et ZN45 ne sont pas visées dans cet acte de vente.

L'inspection rappelle qu'un acte de vente ne constitue pas un changement d'exploitant au titre de la législation des ICPE. Plus spécifiquement, pour les carrières, une autorisation du préfet est nécessaire pour acter un changement d'exploitant en application de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Au vu de ces éléments, il apparaît que la société LA PIERRE DE FRANCE demeure le dernier exploitant de la carrière située au lieu-dit "Les Bandes", sur les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine. En conséquence, la SELAFA MJA, en tant que mandataire judiciaire, est le représentant du dernier exploitant ICPE de la carrière concernée par cette inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Durée de l'autorisation d'exploiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/1997, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Durée de l'autorisation d'exploiter
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en oeuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.
Constats : L'autorisation d'exploiter la carrière LA PIERRE DE FRANCE située sur les parcelles cadastrales ZN27p et ZN37p, ZN38 à ZN45 de la commune de Nod-sur-Seine est échue depuis le 27/06/2012. Lors du passage du 02/02/2023, il est constaté qu'il n'y a pas d'excavation, toutefois, un parc à blocs demeure sur les parcelles ZN 43 et ZN45, et des traces de passages d'engins, a priori relativement récentes, sont visibles sur le parc à blocs. De plus, des matériaux semblent avoir été déplacés récemment, notamment des blocs ont été disposés autour d'un stockage de matériaux qui pourraient être des fines calcaires. Ces constats apparaissent corroborés par l'analyse des photographies aériennes entre 2015 et 2020 (IGN, Google Earth Pro) qui mettent en évidence des évolutions de la disposition des blocs sur le terrain au fil du temps, et en particulier la disposition de blocs autour du stockage de fines calcaires évoqué ci-dessus postérieurement à 2020 (cf. Planche photographique annexée). Lors du passage du 28/03/2023, il est constaté que le stockage de matériaux qui semblent être des fines calcaires a été remanié depuis le passage du 02/02/2023 (cf. Planche photographique annexée). NON-CONFORMITÉ : L'exploitation du parc à blocs était connexe à l'exploitation de la carrière, et les conditions de remise en état prévoient le reboisement de la carrière et la suppression des infrastructures, par conséquent, l'autorisation d'exploiter la zone d'entreposage des matériaux (parc à blocs, fines calcaires, etc.) est également échue depuis le 27/06/2012.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en sécurité - Dispositions générales

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/10/2015, article R. 512-39-1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de

cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;
- 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.

Constats : I. Par courrier du 22/11/2013, en tant que liquidateur de la société LA PIERRE DE FRANCE, la SELAFA MJA a informé l'inspection des installations classées qu'aucun maintien de l'exploitation n'a été autorisé par le jugement du tribunal de commerce de Paris pour les sites non repris dans le plan de cession arrêté par jugement du 04/11/2013.

Par courrier du 13/10/2015, le liquidateur judiciaire informe le préfet que le Juge Commissaire a autorisé l'extension de la mission du cabinet GP afin de faire le nécessaire pour la remise en état de la carrière, en précisant qu'il tentait de céder cet actif.

Par courrier du 27/10/2015, le cabinet GP a indiqué à l'inspection s'être rendu sur le site le 21/10/2015 et avoir constaté :

- que le site était clos par barrière tubulaire pour son entrée routière ;
- que le pourtour était délimité par des merlons délimitant l'emprise de la carrière ;
- que de nombreux blocs de pierre étaient toujours en place.

Il a également fait part du jugement du tribunal de commerce de Paris concernant le plan de cession à la société HANSEZ, en faisant référence au transfert de propriété et de responsabilité.

Comme indiqué au point de contrôle précédent, le jugement de tribunal de commerce de Paris et la vente de certaines parcelles sur lesquelles se situent la carrière ne constituent pas une autorisation de changement d'exploitant au titre de la législation des ICPE. La société LA PIERRE DE FRANCE demeure donc l'ancien exploitant de la carrière de Nod-sur-Seine, lieu-dit "Les Bandes", parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN45.

Au vu de ces éléments, il peut toutefois être considéré que la SELAFA MJA a notifié au préfet la mise à l'arrêt définitif de la carrière.

II. La notification de la cessation d'activité indique que le site est clos : délimité par un merlon périphérique et une barrière à l'entrée.

Les constats lors des deux passages sur le site mettent en évidence :

- l'absence de produits dangereux sur le site ;
- la présence de blocs de pierre pour lesquels l'inspection ne dispose pas d'éléments pour se prononcer sur le statut de déchet, mais qui apparaissent globalement être présents sur le site depuis la mise à l'arrêt définitif de la carrière ;
- la présence de ce qui semble être des fines calcaires, dont les caractéristiques (et notamment le risque de contamination par des produits dangereux, et le statut de déchet) ne sont pas connues ;
- le parc à blocs est entouré d'un merlon périphérique, de blocs de pierre, ou de végétation, l'accès est fermé par une barrière ;

<p>- il n'y a pas de matières combustibles ou inflammables sur le site, les risques d'incendie et d'explosion sont donc absents.</p> <p>DEMANDE DE COMPLÉMENTS : au vu de ces éléments, mais également du point de contrôle "Durée de l'autorisation d'exploiter" qui met en évidence des indices de pénétrations sur la carrière pour l'entreposage de fines calcaires, il est demandé au représentant de l'ancien exploitant de justifier que le site a été mis en sécurité. A défaut, les travaux complémentaires nécessaires devront être réalisés sous sa responsabilité.</p> <p>Le représentant de l'ancien exploitant justifiera également la nature des matériaux semblant être des fines calcaires, leur quantité et leur provenance ainsi que ce qu'il prévoit d'en faire.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

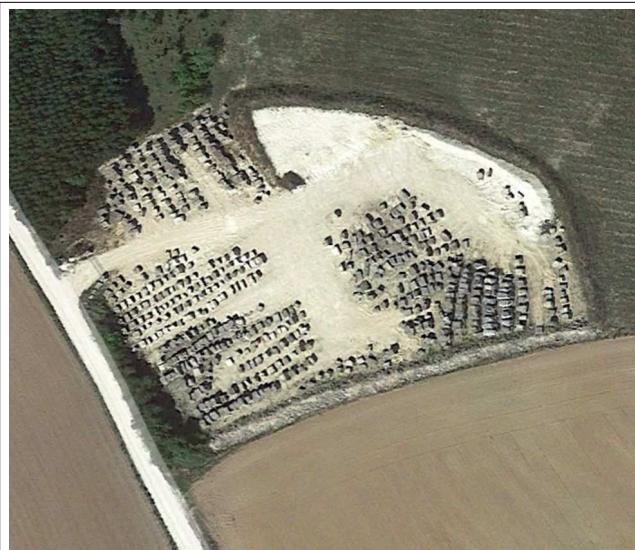
N° 4 : Mise en sécurité – Dispositions spécifiques aux carrières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.2
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.</p> <p>Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en sécurité des fronts de taille ; - le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site ; - l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.
<p>Constats : Il est constaté que la carrière a entièrement été remblayée, par conséquent il ne reste plus de front de taille.</p> <p>NON-CONFORMITÉ : les terrains sur lesquels le parc à blocs est encore implanté (une partie des parcelles ZN34, ZN43 et ZN45) n'ont pas été nettoyés et débarrassés de leur structure dans la mesure où des blocs de pierre et des fines calcaires demeurent. De ce fait, le site n'est pas inséré dans le paysage à proximité immédiate de la carrière, sachant que, au vu des informations dont l'inspection dispose, il existe peu de vues éloignées sur la carrière.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

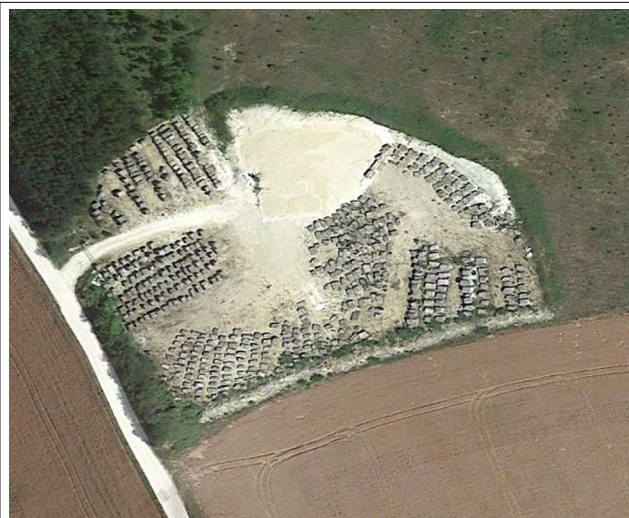
N° 5 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/1997, article 25.2
Thème(s) : Autre, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les déchets d'exploitation sont disposés en fond de fouille, compactés et nivelés- les stériles de découverte et en dernier lieu la terre végétale sont régales sur le remblai aux fins d'un reboisement. Les plantations sont effectuées en liaison avec les services de la DDAF.
Constats : Les terrains d'implantation de la carrière sont remblayés jusqu'au terrain naturel, il n'existe plus de fosse d'extraction. NON-CONFORMITÉ : Le parc à blocs, situé sur une partie des parcelles ZN34, ZN43 et ZN45, abrite encore des stockages de blocs de pierres et de fines calcaires, il n'a pas été recouvert de terre végétale et n'a pas fait l'objet de plantations en vue d'un reboisement. NON-CONFORMITÉ : Le reste du site, c'est-à-dire les parcelles ZN27p, ZN37p, ZN38 à ZN42, ZN43p, ZN44 et ZN45p, a vraisemblablement été recouvert de terre végétale mais n'a pas fait l'objet de plantations en vue d'un reboisement. Il convient toutefois de noter que ces parcelles font l'objet d'une végétalisation naturelle, en particulier des épineux commencent à pousser de manière éparse.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe – Planches photographiques



09/2015 (Google Earth)



07/2019 (Google Earth)



09/2020 (IGN)



Passage du 02/02/2023



Passage du 28/03/2023



Passage du 02/02/2023



Passage du 28/03/2023